

Pour la France



Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 03 mai 2012

Des électeurs de droite sont tentés de favoriser l'arrivée des socialistes. Elle favoriserait une restructuration. Une politique du pire inacceptable pour Roland Hureaux.

Rarement notre pays a connu une échéance électorale aussi décisive que celle du 6 mai prochain.

Décisive par l'ampleur de la crise qui frappe la France, par l'étendue des sujets de mécontentement, par la gravité du fossé qui sépare les groupes sociaux et les tenants des différentes idéologies, principalement ceux pour qui la France a encore un sens et ceux qui répondent par des anathèmes haineux à toute évocation de son identité.

Les socialistes promeuvent une France promise au métissage culturel sur fond de repentance et de dénigrement du passé national. Ils nous promettent, contrairement aux illusions de certains, un assujettissement aggravé à Bruxelles et à l'OTAN.

Délitement fatal

Est-il nécessaire de rappeler que, pris un à un, les sujets de mécontentement des Français sont ,pour la plupart, la conséquence directe de politiques dont la gauche est à l'origine : dégradation de l'Education nationale, chômage de masse et régression du pouvoir d'achat , effet du franc fort , cher à Bérégovoy et des 35 heures, laxisme migratoire, lourdeur des impôts, désastreuse réforme de la politique agricole commune (1992), assistanat désordonné, dégradation du service public etc. La faute de la droite est surtout de ne pas avoir su remettre en cause ces politiques, voire de les avoir, faute d'idées, poursuivies : la loi Raffarin de décentralisation poursuit la loi Defferre, la loi Marleix sur les collectivités locales prolonge la loi Joxe. Au point que la droite en porte aujourd'hui la responsabilité devant l'opinion. Ainsi, le contrôle chiffré généralisé par lequel Sarkozy s'est gravement aliéné les fonctionnaires est l'effet direct de la loi du 1^{er} août 2000 (dite LOLF pour les initiés) votée sous Jospin.

Ceux qui pensent qu'à cette France gravement menacée d'un délitement fatal, l'application du programme de Hollande porterait le coup de grâce n'ont pas tort.

Tout ce qui fait encore la force de notre pays : politique familiale, armée moderne, programme nucléaire civil, siège permanent au conseil de sécurité, est remis en cause. Ce qui reste de nos repères fondamentaux est promis à l'arasement : le mariage (qui serait ouvert aux homosexuels), la mort (euthanasie), le bien et le mal (légalisation du cannabis), la citoyenneté (droit de vote aux étrangers), la constitution (perspective inquiétante d'une VI^e République). L'Etat républicain lui-même est voué à la dilution dans une « Europe socialiste des régions ».

L'immigration et la pression fiscale (qui pèse particulièrement sur les classes moyennes) seraient aggravées.

La politique du pire

Mais il est des secteurs de la droite qui ne redoutent pas cette perspective. La victoire de Hollande se

traduirait, croient-ils, par une restructuration de la droite. L'échec prévisible des socialistes entraînerait une réaction de rejet qui favoriserait l'accession de Marine Le Pen au pouvoir dans cinq ans. Et alors, sur les décombres, tout pourrait être rebâti.

De telles espérances sont très blâmables.

D'abord parce que les prévisions à cinq ans, en politique plus qu'ailleurs, sont hautement conjecturales. Ensuite parce qu'en bon français, cette perspective s'appelle la politique du pire.

Pour un vrai patriote, la politique du pire est inacceptable.

Elle serait une grave faute contre la France.

Le point de rupture est atteint. Plus qu'en 1981, plus qu'en 2007, l'avènement des socialistes, plus égarés par l'idéologie, plus éloignés des vraies préoccupations du peuple que jamais, représente une menace pour la survie de la France en tant que nation.

Face à cette menace et, quelles que soit les erreurs, bien réelles, de la droite, l'abstention n'est pas permise.

Ceux dont le souci de la France a, d'une manière ou d'une autre, inspiré le vote du premier tour, doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que le candidat du parti socialiste soit battu.

Retrouvez tous les articles sur la présidentielle dans notre dossier :